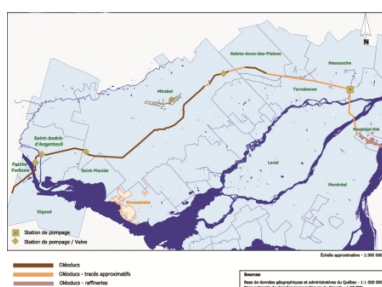


<https://journal.alternatives.ca/?Quebec-bouge-enfin-sur-le-dossier-d-Enbridge>



Québec bouge enfin sur le dossier d'Enbridge !

- Journal des Alternatives - Publications - Dossiers - Justice climatique et alternatives écologiques -



Date de mise en ligne : jeudi 14 novembre 2013

Copyright © Le Journal des Alternatives - Tous droits réservés

Montréal, 13 novembre 2013 - Malgré le fait qu'ils auraient préféré une étude plus approfondie, telle que le BAPE, les groupes écologistes québécois confirment qu'ils participeront à la commission parlementaire sur le projet de renversement du flux de la Ligne 9b de la compagnie Enbridge.

Cette décision survient alors que le gouvernement de l'Ontario annonce qu'il tiendra des audiences sur le projet Oléoduc Énergie Est de la compagnie TransCanada et ces dernières « prendront en compte les impacts sur l'environnement global et local ».

« Malgré les délais serrés, cette consultation va permettre tant aux citoyens qu'aux groupes écologistes de se faire entendre auprès du gouvernement du Québec sur cet enjeu important. Toutefois, nous jugeons qu'il est essentiel qu'une évaluation indépendante liée à l'état du pipeline soit rendue publique avant la commission parlementaire », a déclaré Steven Guilbeault d'Équiterre.

« L'annonce d'aujourd'hui manque d'ambition sachant que depuis un an, le ministre Blanchet promet une véritable évaluation environnementale. À défaut de mieux, nous participerons à la commission, mais il est préoccupant d'entendre le gouvernement répéter qu'il a un « a priori favorable » au projet, et ce, avant même d'entendre les participants », a déclaré Patrick Bonin, responsable de la campagne Climat et énergie de Greenpeace.

Québec s'était engagé à tenir des consultations « moins restreignantes » et plus « larges » que celles de l'Office national de l'énergie et l'annonce d'aujourd'hui n'y parvient qu'à certains égards. En effet, seul le gouvernement pourra questionner Enbridge qui ne siègera à la commission que pendant 1h45. De plus, un nombre limité de participants pourra se faire entendre et ceux-ci devront se déplacer à Québec pour le faire. De plus, le Ministre semble ne pas vouloir aborder la question des émissions de GES liées à la production du pétrole des sables bitumineux. Ceci au moment où le président Obama, l'Europe, l'Ontario ainsi que plusieurs autres juridictions se préoccupent de la nature des pétroles qu'ils consomment et des impacts qu'ils ont sur les changements climatiques mondiaux.

André Bélisle, président de l'Association québécoise de lutte contre la pollution atmosphérique (AQLPA) précise qu'au moment où l'on apprend que les pétrolières se disent incapables de réduire leurs émissions de GES, une réflexion profonde est nécessaire. « Le Québec ne doit pas se faire complice du Canada dans sa dénonciation des engagements de réduction des GES. Il faut évaluer l'ensemble de la question, le cycle de vie du puits à la roue, et refuser de cautionner l'irresponsabilité », ajoute-t-il.

Les écologistes se réjouissent toutefois de la décision du gouvernement de soumettre le pipeline à une contre-expertise indépendante qui permettra de caractériser l'état des installations et d'établir un diagnostic quant à la sécurité du projet d'inversion.

Les écologistes tiennent à rappeler au gouvernement du Québec qu'alors que l'industrie québécoise a atteint et dépassée les objectifs du Protocole de Kyoto, les sables bitumineux ont augmenté ces mêmes émissions de 200 %. Si le Canada veut atteindre ses objectifs de réduction des GES, il doit s'attaquer au plus vite à la pollution engendrée par les sables bitumineux en Alberta.

► 30-

Pour plus de renseignements :

Québec bouge enfin sur le dossier d'Enbridge !

Geneviève Puskas, Équiterre, 514 792-5222
Patrick Bonin, Greenpeace - Montréal, 514 594-1221
Marie-Claude Lemieux, WWF-Canada, 514 260-6233
André Bélisle, AQLPA, 418 386-6992
Floris Ensink, Sierra Club Québec, 514-686-3709
Abdul Pirani, Chapitre montrealais - Conseil des Canadiens, 450 371-2529
Luc Falardeau, Coalition Vigilance Oléoducs (CoVO), 514 792-9764
Mylène Bergeron, Nature Action, 418 931-1131
Estelle Richard, Les AmiEs de la Terre de Québec, 418 524-2744
Karel Mayrand, Fondation David Suzuki - Québec, 514 871-4932, poste 1451